Document généré le 24 avr. 2024 04:55

Revue d'histoire de l'Amérique française

DUMONT, Micheline, *Le féminisme québécois raconté à Camille* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008), 247 p.

Karine Hébert

Volume 62, numéro 3-4, hiver–printemps 2009

La culture catholique

URI : https://id.erudit.org/iderudit/038528ar
DOI : https://doi.org/10.7202/038528ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Hébert, K. (2009). Compte rendu de [DUMONT, Micheline, *Le féminisme québécois raconté à Camille* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008), 247 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *62*(3-4), 571–574. https://doi.org/10.7202/038528ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

les dimensions des cartes, car elle sont sûrement d'une très grande variété, et il serait plus facile d'interpréter les cartes.

Le titre est quelque peu trompeur. Les mots « depuis Champlain » indiquent que les exemples seront tirés du Régime français, mais ce n'est pas le cas. Seulement deux pages et quelques reproductions reflètent l'apport des arpenteurs sous le Régime français. La majorité des cartes datent du XIXe siècle, et très peu du XXe siècle. Bien que le livre veuille commémorer le centenaire de la fondation de l'école d'arpentage, nous apprenons fort peu des rôles joués par les quelque 2500 diplômés. Les auteurs nous laissent voir que des changements techniques (développement de la géomatique, par exemple) ont eu lieu dans les dernières décennies, mais ils ne nous fournissent aucune carte après 1931. Doit-on conclure que les arpenteurs de nos jours n'ont plus le loisir ou le désir de créer des chef-d'œuvres cartographiques comme ceux contenus dans cet ouvrage ?

Dès la loi de 1785, les procès-verbaux des arpenteurs doivent être déposés dans les archives de la Cour des plaidoyers communs, et les archives de la Nouvelle-France contiennent aussi des documents similaires. Ce livre nous rappelle l'importance des sources produites par les arpenteurs pour les historiens qui s'intéressent aux questions de propriété foncière.

COLIN M. COATES
Collège universitaire Glendon
Université York

DUMONT, Micheline, *Le féminisme québécois raconté à Camille* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008), 247 p.

Au moment où je me suis attablée pour rédiger le compte rendu du dernier ouvrage de Micheline Dumont, je me suis rendu compte qu'il aurait fallu m'adjoindre une assistante de moins de vingt ans, ma nièce par exemple. À défaut de l'avoir fait, j'ai quand même tenu à prendre le pouls de lectrices plus directement visées, comme l'explique l'auteure elle-même: « Il [ce livre] s'adresse aussi à toutes celles et à tous ceux qui n'ont pas beaucoup d'atomes crochus avec les livres savants, avec les notes au bas de la page ou avec les rapports de recherche. » (avant-propos, p. 11) Car si j'ai pris beaucoup de plaisir à lire cette histoire du féminisme québécois, mes réflexes d'universitaire revenaient souvent me hanter.

D'entrée de jeu, le titre de l'ouvrage donne le ton. Le terme « raconté » est particulièrement bien choisi. En effet, ce livre rythmé se présente

comme un véritable récit sans pour autant évacuer complètement l'analyse. Les livres savants, les très bons, savent autant analyser que raconter ; les ouvrages de vulgarisation, les très bons, savent raconter tout en présentant une certaine analyse. Je crois que Micheline Dumont s'est acquittée de cette tâche de belle façon, même si quelques nuances interprétatives demeurent dans l'ombre. Par exemple, le terme « féminisme » est utilisé jusqu'au dernier chapitre – alors qu'apparaît celui de néoféminisme – pour désigner « l'ensemble des mouvements qui contestent la place subordonnée des femmes dans la société et formulent des revendications pour défendre leurs droits » (p. 19). Or, certaines femmes des années 1910 sont qualifiées de féministes puisqu'elles souhaitaient « de meilleurs droits pour mieux jouer leur rôle de mère et de femme. Cette idée constitue alors la base de leur action, bien plus que l'idéal de l'égalité entre les hommes et les femmes. » (p. 54) La contestation de la subordination des femmes n'est alors pas au centre de leur préoccupation. Celle-ci est-elle trop éloignée de leur écran radar pour s'interroger sur le recours au qualificatif de féministe ? La question aurait au moins mérité d'être formulée.

Bien entendu, Micheline Dumont présente les luttes de l'AFÉAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale) et celles du FLFQ (Front de libération des femmes du Québec) avec leurs couleurs respectives (p. 123), mais toutes sont intégrées dans la grande famille féministe. D'une certaine manière, cette façon de présenter le féminisme rend justice à l'ensemble des luttes associées aux mouvements de revendications des femmes et permet de rassembler dans une même trame toutes les tentatives faites pour améliorer le sort des femmes dans la société québécoise ; d'un autre côté, un tel procédé peut mener à une image un peu monolithique d'un mouvement qui, somme toute, a été traversé de multiples tendances et qui, comme le disait Nancy Cott, nécessiterait peut-être un vocabulaire élargi[1].

Construit de manière chronologique pour couvrir la période allant de 1893, année de fondation du Montreal Local Council of Women, jusqu'à aujourd'hui, avec les débats sur l'hypersexualisation des jeunes filles notamment, *Le féminisme québécois raconté à Camille* est divisé en 34 courts chapitres. Rassemblés en cinq principales parties, chacun d'entre eux est organisé autour d'une question principale qui est annoncée à la fin du précédent. Un tel procédé allie le récit traditionnel à une approche par

1 Nancy F. Cott, « What's in a Name ? The Limits of "Social Feminism" ; or Expanding the Vocabulary of Women's History », *Journal of American History*, 76 (décembre 1989): 809-829.

problématiques – bien que parfois un peu accessoire – qui capte l'attention. À la fin de chacune des parties, un bref rappel chronologique des principaux événements permet de faire le point. Alors que je doutais de leur bien-fondé, une des lectrices que j'ai consultées a soulevé la pertinence de ces chronologies.

Les débuts du mouvement des femmes ainsi que l'apparition du MLCW et de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste sont relatés dans la première partie, « Les femmes s'organisent (1893-1913) ». La grande bataille pour le droit de vote au provincial anime la seconde partie, qui couvre la période allant de 1913 à 1940. Que faire ensuite de ce nouveau droit ? Comment, devenues citoyennes, les femmes prennent-elles leur place (1940-1969) ? Sur le marché du travail lors de la Deuxième Guerre mondiale, ou encore en se regroupant dans de nouvelles associations comme l'AFÉAS et la Fédération des femmes du Québec. La table est ainsi mise pour « la grande ébullition féministe (1969-1980) » d'où émergea un radicalisme de pensée et d'action encore très peu exploré au Québec. Les grandes réorientations du féminisme vers la lutte à la pauvreté, la montée de l'antiféminisme ainsi que l'internationalisation des luttes récentes sont particulièrement mises en valeur dans la dernière partie.

En refermant le livre, difficile de ne pas apprécier l'ampleur de la tâche abattue par les féministes québécoises durant ces cent et quelques dernières années ; difficile également de ne pas se sentir interpellée par ces portraits de femmes convaincues, dynamiques, ambitieuses qui ont consacré une partie de leur vie à des dossiers qui ont permis à leurs successeures d'exercer leurs droits démocratiques, d'espérer obtenir une reconnaissance sociale et financière pour leur travail, d'étudier, d'avoir le contrôle de leur corps ; difficile enfin de ne pas constater la fragilité de plusieurs de ces acquis.

Comme dans tous les autres écrits de Micheline Dumont, le style est vif et alerte. Les universitaires et même les lectrices qui ne prisent pas les livres savants trouveront superflues certaines précisions de termes, mais pour les jeunes filles à qui est destiné l'ouvrage, peut-être était-il nécessaire d'expliquer ce qu'est le Barreau (p. 8).

Le féminisme québécois raconté à Camille devrait rejoindre les jeunes filles à qui il est destiné en priorité, si jamais elles osent l'acheter ou l'emprunter à la bibliothèque. Ce qui est très probable puisque l'ouvrage accroche le regard ; la jaquette rose fuchsia avec son titre bleu poudre, la photo tout en mouvement attirent l'œil. Bravo à la maison d'édition pour sa mise en marché. Afin de m'assurer que ma nièce ne passe pas à côté de cette

indispensable histoire du féminisme, je ferme mon ordinateur et je lui envoie immédiatement un exemplaire du livre.

KARINE HÉBERT
Département des lettres et humanités
Université du Québec à Rimouski

FERRY, Darren, *Uniting in Measures of Common Good. The Construction of Liberal Identities in Central Canada* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 2008), x-468 p.

Dans son ouvrage *Uniting in Measures of Common Good,* Darren Ferry étudie l'émergence et le développement de plusieurs associations volontaires au Canada central au XIXe siècle. Situant son analyse dans le cadre de la mise en place de l'ordre libéral, tel qu'elle est définie entre autres par Ian McKay et Jean-Marie Fecteau, Ferry entend démontrer que ces associations ont été essentielles au développement d'identités collectives libérales en Ontario et au Québec entre 1830 et 1870. Plus encore, s'inspirant de la théorie d'Antonio Gramsci, il soutient que ces associations ont participé à la mise en place d'une hégémonie libérale basée sur la conciliation entre identités collectives et doctrines individualistes. Selon l'auteur, les dirigeants de ces associations auraient tenté d'obtenir le consentement de leurs membres à l'établissement et au maintien du nouvel ordre social en utilisant le discours libéral tout au long du siècle.

Ferry étudie ainsi successivement les discours articulés au sein de plusieurs Mechanics' Institutes, sociétés de tempérance, organisations mutuelles, associations agricoles ainsi qu'associations scientifiques et littéraires. Dans l'ensemble, il démontre d'une manière assez convaincante que les élites dirigeantes de la majorité de ces associations ont tenté de créer des identités collectives au milieu du XIXe siècle. Ces identités, dites libérales, reposaient sur quatre principes fondamentaux, soit l'inclusion de divers groupes (du moins théoriquement), le bannissement des conflits religieux et politiques (autant que faire se pouvait), la promotion de l'éthique du travail et de l'épargne ainsi que la création d'un esprit de camaraderie grâce à l'organisation d'activités de loisirs respectables. Après avoir obtenu un certain succès jusqu'en 1870, ces identités collectives ont été contestées dans le dernier tiers du XIXe siècle, permettant ainsi une reconceptualisation de l'ordre social au tournant du XXe siècle.

Si l'auteur établit clairement la similarité des principes promus par ces différentes associations, il ne réussit malheureusement pas à démontrer